REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

*Du 22 au 28 mars 2022*

*Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.*

# 1. COI et ses projets

**1.1 Océan Race Summet.....2**
- Message du SG de la COI : Océan Race Summet

**1.2 Pêche : Projet Ecofish.....4**
- Secteur de la pêche : Coopération régionale pour une croissance accrue
- Fisheries Industry : Regional cooperation for Increased Growth

**1.3 Coopération régionale.....6**
- Réunion du Conseil des ministres de la SADC : Promouvoir et approfondir l'intégration régionale

**1.4 Transition énergétique.....7**
- Industrie cannière : Omnicane réitère son pari de la transition écologique

**1.5 Economie.....9**
- La clé pour un développement durable et résilient

# 2. Centres d'Intérêts

**2.1 Economie.....10**
- Zone de libre-échange continentale : Préparer Maurice à saisir les opportunités offertes

**2.2 Tourisme.....11**
- Tourisme : un million de visiteurs d'ici fin 2022, projet réalisable ou utopie ?
- Foire du tourisme – Que peut-on espérer ?

**2.3 Environnement..... .....13**
- Des experts britanniques partagent leur expertise sur les PPP et la gestion des déchets
- Le taux de déforestation reste élevé à Madagascar
- Nettoyage du Cap La Houssaye : " La mer c'est l'environnement qu'on aime, la voir aussi polluer, ça fait mal au coeur"

**2.4 Société.....16**
- Dimakom, la plateforme numérique dédiée à l'agriculture est lancée




Les Seychelles accueillent l'Ocean Race Summit pour sensibiliser à la préservation des écosystèmes océaniques et appeler à l'engagement de tous. Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, a partagé un message à l'occasion du lancement de cet évènement.

**Voir la vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=ZcCWLfjLR-c**

**Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :**
**http://www.seychellesnewsagency.com/articles/16493/Ocean+Race+Summit+kicks+off+in+Seychelles+-+Universal+Declaration+of+Ocean+Rights+proposed**

Le Sommet De l'Ocean Race Démarre Aux Seychelles - Proposition D'une Déclaration Universelle Des Droits De l'Océan (lematinal.media)

# Secteur de la pêche : Coopération régionale pour une croissance accrue



Huit organisations régionales œuvrant pour faire de la pêche un levier du développement africain se sont réunies les 17 et 18 mars 2022 à Lusaka, en Zambie dans le cadre de la mise en œuvre du programme E€OFISH. Kipyego Cheluget, secrétaire général adjoint des programmes du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), a mis en avant l'importance et la pertinence de ce comité de pilotage.

« De toute évidence, les ressources marines mondiales n'ont jamais été autant menacées (…) Nous sommes donc confiants que la présente réunion du comité de pilotage permettra au programme E€OFISH d'améliorer la compréhension du concept de développement durable et de ses implications pour la gestion durable des pêches continentales et marines dans la région de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique australe et de l'océan Indien », a, en effet, affirmé Kipyego Cheluget.

## Résultats probants pour l'expansion du secteur de la pêche

Cette rencontre a mis en lumière les réalisations des 12 derniers mois en matière de collaboration dans le domaine de la pêche entre la Commission de l'océan Indien (COI), le COMESA, la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), l'Organisation de la pêche du lac Victoria (LVFO), l'Autorité du lac Tanganyika (LTA), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

En outre, à travers le programme E€OFISH, divers cadres de collaboration ont été élaborés, notamment le mémorandum d'entente entre la COI et l'Open University of Mauritius qui vise à combler le manque d'expertise dans le secteur de la pêche. Cette coopération a, entre autres, permis de mettre à la disposition de la région des études de premier cycle sur le droit, l'économie bleue et la gestion durable de la pêche, dont la première promotion compte 20 apprenants.

Par ailleurs, un système baptisé Compte satellite des pêches de l'économie bleue, ou BEFSA, a été mis en place pour s'assurer que l'élaboration et le suivi des politiques soient fondés sur des données probantes à l'échelle

nationale et régionale. En termes de lutte contre la pêche illégale, les procédures ont été finalisées quant à l'octroi de 2 millions d'euros pour financer les actions de surveillance dans la région ; la structure de gouvernance des initiatives dans le domaine a été renforcée ; et deux patrouilles régionales ont été réalisées.

### Adaptation aux dynamiques du secteur de la pêche

Les partenaires ont également mis l'accent sur l'importance de suivre systématiquement les tendances et évolution de l'environnement du secteur de la pêche, afin de répondre aux réels besoins du secteur. D'ailleurs, selon Vêlayoudom Marimoutou, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien : « Au-delà des questions de surpêche ou de sous-exploitation, de pêche illégale ou de politiques inadaptées, chaque pays doit élargir ses perspectives et prendre compte des paramètres humains et naturels qui non seulement affectent l'environnement marin, mais exacerbent aussi les risques de catastrophes. De ce fait, les pays et communautés que chacun d'entre nous représente aujourd'hui doivent s'adapter et innover pour satisfaire aux exigences d'efficacité et de responsabilité dans la gestion durable des ressources halieutiques ».

### Perspectives prometteuses et attentes considérables

Un appel pour un meilleur engagement des partenaires est aussi ressorti de cette rencontre, en vue de tirer profit des acquis du programme E€OFISH. Milko Van Gool, chef de coopération de l'Union européenne auprès de Maurice et des Seychelles a d'ailleurs rappelé que « ce programme a été cité en exemple en matière d'engagements de l'UE lors de la conférence 'Our Ocean' en 2018 et, tout récemment, lors du Forum indopacifique qui s'est tenu à Paris, E€OFISH a de nouveau été mentionné pour sa contribution à la lutte contre la pêche illégale dans la région de l'océan Indien. La barre est donc placée très haut pour ce programme. À nous de relever le défi et de produire des résultats ».

VENDREDI 25 MARS 2022 | BIZWEEK | ÉDITION 387 3

BIZ ALERT

# Fisheries Industry: Regional Cooperation for Increased Growth

As part of the implementation of E€OFISH Programme, eight regional organisations committed to making fisheries a lever for Africa's development met on 17th and 18th March 2022 in Lusaka, Zambia

Kipyego Cheluget, Assistant Secretary General of Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA) Programs, underlined the importance and relevance of this Steering Committee and went on to say:

*"It is clear that the world's marine resources have never been as threatened as they are now (...) We are therefore optimistic that the present Steering Committee meeting will guide E€OFISH Programme to create an understanding of the concept of sustainable development and its implications to the sustainable management of the inland and marine fisheries in Eastern Africa, Southern African and the Indian Ocean region."*



## Convincing results for the fisheries sector expansion

This meeting highlighted the achievements of the past 12 months regarding collaboration in the field of fisheries between the Indian Ocean Commission (IOC), COMESA, East African Community (EAC), Lake Victoria Fisheries Organization (LVFO), Lake Tanganyika Authority (LTA), Intergovernmental Authority on Development (IGAD) and the Southern African Development Community (SADC).

Through the programme, various frameworks for collaboration have been developed, such as the Memorandum of Understanding between the Indian Ocean Commission and the Open University of Mauritius which addresses the lack of expertise in the fisheries sector. This cooperation made it possible to, among other things, provide the region with an undergraduate degree on Law, Blue Economy and Sustainable Fisheries Management, which now boasts a first class of 20 learners. Moreover, a system called Blue Economy Fisheries Satellite Account (BEFSA) has been put in place to make sure policy development and monitoring are evidence-based at national and regional levels. As regards the fight against illegal fishing, the procedures about the EUR 2 million grant to fund surveillance actions in the region have been finalised; the governance structure of initiatives has been reinforced; and two regional patrols were carried out.

## Accommodating the fishing sector dynamics

The partners also emphasized the importance of tracking the last trends and developments of the fishing sector context, in order to meet the actual needs in this industry. Vêlayoudom Marimoutou, Secretary General of the Indian Ocean Commission states, *"Each country needs to get beyond the issues of overfishing or under-exploitation, illegal fishing or unsuitable policies, and broaden its perspective to take into account the human and natural parameters that not only affect the marine environment, but also exacerbate the risk of disasters. Therefore, the countries and communities that each of us represents today must adapt and innovate to meet the efficiency and accountability requirements in the sustainable management of fisheries resources".*

## Promising prospects and high expectations

A call for greater commitment from partners was also made during this meeting to leverage the achievements of E€OFISH Programme. Milko Van Gool, Head of cooperation of the European Union to the Republic of Mauritius and the Republic of Seychelles recalled that *"The Programme was cited as one of the EU commitments of 'Our Ocean' Conference in 2018 and recently, at the Indo-Pacific Forum held in Paris, E€OFISH was yet again cited for its contribution to fighting illegal fishing in the Indian Ocean region. Therefore, expectations are high on this programme. Therefore, we need to deliver and show results."*

E€OFISH is an interregional programme funded by the European Union, which furthers equitable economic growth through the promotion of sustainable fisheries in the region of Eastern Africa, Southern Africa and the Indian Ocean.

**Plus d'information cliquez les liens ci-dessous :**

- https://africabusinesscommunities.com/agribusiness/news/comesa-and-partners-in-quest-for-sustainable-fish-trade/
- https://mansabanko.gm/fisheries-industry-regional-cooperation-for-increased-growth/
- https://www.lusakatimes.com/2022/03/17/comesa-concerned-with-marginalisation-of-the-fish-industry/
- https://mbcradio.tv/article/secteur-de-la-p%C3%AAche-coop%C3%A9ration-r%C3%A9gionale-pour-une-croissance-accrue
- https://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/coop%C3%A9ration-r%C3%A9gionale-pour-une-croissance-accrue-%C2%AB-a-nous-de-relever-le-d%C3%A9fis-et-produire-des-r%C3%A9sultats-%C2%BB-.html

## Réunion du Conseil des ministres de la SADC : Promouvoir et approfondir l'intégration régionale




La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a convoqué la réunion du Conseil des ministres du 18 au 19 mars dernier à Lilongwe, Malawi, pour discuter des questions visant à promouvoir et à approfondir l'intégration régionale, la coopération et le développement économique. La réunion de deux jours s'est concentrée sur le thème « Renforcer les capacités productives face à la pandémie de Covid-19 pour une transformation inclusive, durable, économique et industrielle ».
Dans ce contexte, le ministre des Affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international, Alan Ganoo, est intervenu virtuellement le 18 mars dernier lors de la réunion du Conseil. Il a exprimé sa gratitude au secrétariat de la SADC pour l'assistance apportée à Maurice dans la mise en œuvre du programme national d'enrichissement des aliments. Il a salué l'initiative de compléter le blé avec des micronutriments, ajoutant que les premiers échantillons enrichis seront disponibles d'ici janvier 2023. Cela, a-t-il déclaré, aidera à lutter contre la carence en fer parmi la population adolescente.
Alan Ganoo a également informé que Maurice accueillerait la troisième Conférence ministérielle sur la sécurité maritime organisée par Maurice et la Commission de l'océan Indien en juin prochain. Il a invité le Secrétariat de la SADC et les États membres de la SADC à participer à l'événement. Il a souligné que les principaux résultats attendus de la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime sont conformes à la stratégie de sécurité maritime de la SADC.

**Lire aussi :**
**La SADC se consacre à l'approfondissement de l'intégration régionale**

## Industrie cannière : Omnicane réitère son pari de la transition écologique



Profitant de la visite effectuée, vendredi, par Florence Caussé-Tissier, ambassadrice de France, le groupe agro-industriel cannier, *Omnicane,* réitère son engagement en faveur de la transition écologique aussi bien qu'énergétique. De son côté, la diplomate se félicite du fait que ce groupe s'appuie sur le savoir-faire français de I'entreprise *Albioma* pour assurer cette étape de transformation cruciale en matière de lutte contre les effets néfastes du changement climatique.

Lors de la présentation assortie d'une vidéo d'introduction, Ie *Chief Executive Officer* d'*Omnicane,* Jacques d'UnienviIIe, est revenu sur sa participation à la rencontre des entrepreneurs francophones à Paris en août 2021, à I'initiative du MEDEF. « *J'avais alors insisté sur l'importance d'accroître la biomasse pour notre production d'électricité pour que notre pays continue et accentue sa transition énergétique, en augmentant la part des énergies renouvelables en ligne avec les objectifs des autorités, soit d'atteindre d'ici 2030 un pourcentage d'intrant à hauteur de 60% à base de combustibles non fossiles pour assurer notre production énergétique* », déclare-t-il en rappelant que cet engagement est toujours d'actualité.

Jacques d'UnienvilIe a mis l'accent sur les relations privilégiées entre *Omnicane* et la société *Albioma,* partenaire technique et stratégique, en matière de production énergétique au niveau de centrales thermiques d'*Omnicane* de *La Baraque* et de *Saint-Aubin. Albioma* dispose d'un savoir-faire reconnu au niveau mondial dans le secteur, notamment au Brésil.

Poursuivant, il a rappelé que « plus près de nous, à la Réunion, Albioma est un acteur important dans la production énergétique. Et chez nos voisins, la transition énergétique est bien enclenchée avec un objectif de zéro charbon d'ici 2025. II y a un potentiel de partenariat et d'échanges d'expertise, notamment au niveau de la coopération régionale à travers la Commission de l'océan Indien, avec le soutien de l'Union européenne et de la France .»

Le CEO a brossé un tableau du modèle opérationnel du cluster agro-industriel cannier d'*Omnicane* de *La Baraque,* qui constitue un modèle d'économie circulaire, privilégiant l'efficience et le concept de zéro déchet. « *C'est ainsi que chaque substrat d'un processus industriel est réinjecté dans le circuit en tant qu'intrant d'un autre processus industriel, visant une exploitation optimale de la vanne et de l'ensembIe de ses sous-produits le long de la chaîne de production agro industrielle intégrée »,* fera-t-il ressortir.
Jacques d'Unienville a aussi passé en revue la production de sucres spéciaux anti-oxydants e*t Low GI* sous la marque *Dina Sugars*, de même que des sucres industriels raffinés, destinés à l'exportation. II s'est appesanti sur la production de bioéthanol comme combustible vert, alimentant une turbine à combustion à la centrale d'Albioma à St-Pierre à La Réunion. Cette centrale de 41 MW est une première mondiale qui tourne avec 80% de bioéthanol provenant de la distillation de la mélasse de canne â sucre.
**Suite de l'article**

**Lire aussi :**

- https://defieconomie.defimedia.info/article/2634/industrie-canniere-durable-lambassadrice-de-france-maurice-en-visite-dinformation

## La clé pour un développement durable et résilient

Pricilla Samuel Virginie Lauret Directrice Exécutive, Cap Business Océan Indien





**La pandémie de Covid-19 a été un révélateur à plus d'un titre. Elle a mis en exergue, comme jamais auparavant, la fragilité des économies des îles de la région. Cette crise sanitaire a souligné notre forte dépendance au commerce international pour assurer le développement économique de nos territoires et, in fine, le bien-être de nos populations. Face à ce constat, les décideurs politiques et économiques de la région semblent d'accord sur un point fondamental : l'heure est venue de changer de paradigme de développement, changement qui passe inéluctablement par un renforcement de la coopération économique régionale.**

En effet, malgré des trajectoires historiques et économiques hétérogènes, les îles partagent des caractéristiques communes qui les rendent particulièrement vulnérables aux crises : leur taille et leurs difficultés à réaliser des économies d'échelle, leurs ressources naturelles limitées et en danger, les effets du changement climatique sur leur biodiversité, leur éloignement des principaux marchés, et leur niveau d'intégration dans la mondialisation, entre autres. Mais une fois l'analyse des risques terminée, nous devons étudier de près les opportunités qui existent dans la région. Et elles sont nombreuses.

Avec l'appui d'autres acteurs de la coopération économique dans la région, notamment la Commission de l'océan Indien, l'Agence française de développement (AFD), l'Union européenne (INTERREG OI) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), nous sensibilisons les entreprises privées afin que les enjeux de soutenabilité écologique et sociale soient pris en compte dans leurs projets et leur fonctionnement au quotidien. En faisant cela, l'objectif est d'accompagner la nécessaire transition des industries traditionnelles vers des modèles plus résilients, mais aussi plus respectueux des populations et des écosystèmes. **Suite de l'article**

## Zone de libre-échange continentale : Préparer Maurice à saisir les opportunités offertes




L'atelier de validation de la stratégie de réponse nationale de Maurice sur l'African Continental Free Trade Area (AfCFTA) a débuté ce vendredi matin au Westin Turtle Bay Resort & Spa à Balaclava. Quelque 50 participants de diverses organisations publiques et privées ont assisté à l'atelier, qui sert de plate-forme pour discuter et valider un ensemble de recommandations qui, une fois mises en œuvre, amélioreront la préparation de Maurice à saisir les opportunités offertes par la AfCFTA.

Le secrétaire aux Affaires étrangères, l'ambassadeur Haymandoyal Dillum, la chef de délégation et chef de la Section des initiatives sous-régionales, Bureau sous-régional pour l'Afrique australe de la Commission économique pour l'Afrique, Isatou Gaye, le coordonnateur résident a.i. des Nations Unies (ONU) pour Maurice et les Seychelles, le Dr Laurent Musango, la première secrétaire de la délégation de l'Union européenne (UE) auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles et chef de la section commerciale régionale, Alexia Schmiliver et d'autres personnalités ont assisté à la cérémonie d'ouverture.

D'emblée, Haymandoyal Dillum a félicité la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA) et l'UE pour l'assistance fournie au ministère des Affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international pour l'organisation de l'atelier de validation. Les discussions, a-t-il souligné, ne se concentreront pas seulement sur les opportunités de commerce et d'investissement existant dans le cadre de l'AfCFTA, mais contribueront également à concevoir une stratégie sur la manière de débloquer ces opportunités. **Suite de l'article**

# Tourisme : un million de visiteurs d'ici fin 2022, projet réalisable ou utopie ?




L'objectif est d'attirer un million de touristes d'ici la fin de cette année.
Le Premier ministre adjoint et ministre du Tourisme, Steven Obeegadoo, a dévoilé sa stratégie à court terme, il y a deux semaines. L'objectif est, entre autres, d'attirer un million de touristes d'ici la fin de cette année. Les avis sont partagés.
Trois axes ont été pris en considération dans l'élaboration de la stratégie à court terme. Tout d'abord, la demande. Ainsi, il faut augmenter les réservations sur les marchés internationaux et encourager des séjours plus longs. Ensuite, il y a l'offre qui est en ligne de mire. Ici, il est question d'améliorer les produits touristiques pour augmenter les dépenses des visiteurs et améliorer leur expérience globale. Finalement, la connectivité aérienne est le troisième aspect dans l'équation. Le but est de garantir des conditions optimales de voyage et d'accès à Maurice.

## Se donner tous les moyens pour accueillir un million de touristes

Arvind Bundhun est le directeur de la Mauritius Tourism Promotion Authority (MTPA). Il explique que ce plan stratégique a pour objectif d'atteindre la barre d'un million de touristes pour l'année calendaire 2022 (janvier à décembre). « C'est une stratégie déployée et travaillée avec tous les acteurs du privé et le gouvernement », poursuit notre interlocuteur.
Pour augmenter les réservations sur les marchés internationaux, il indique qu'il faut se concentrer sur les principaux marchés, ainsi que sur les marchés d'opportunités. « On va stimuler nos marchés de notoriété, notamment l'Europe de l'Ouest, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Italie ou encore la Suisse », précise-t-il.
Arvind Bundhun parle aussi des protocoles sanitaires à l'arrivée, qui ont été revus. « C'est pour faciliter les voyages, car la quarantaine et autres mesures ont un impact direct sur le budget », **Suite de l'article**

**Lire aussi : https://ionnews.mu/relance-du-secteur-touristique-where-else-but-mauritius/**

# Foire du tourisme – Que peut-on espérer ?


la foire du tourisme.

**La gare de Soarano a été choisie pour accueillir la 5ème édition du« Tsenaben'ny fizahantany » qui donnera un coup de pouce à la promotion de la destination Madagascar, en donnant la part belle au tourisme domestique.**

Ce salon des Bons Plans Tourisme propose aux visiteurs des produits touristiques plus accessibles et diversifiés, à travers 58 exposants répartis sur 68 stands dont 21 professionnels du voyage avec des offres de séjours variés, des spécialistes en gastronomie malagasy et plus de 10 Offices Régionaux du Tourisme , ont indiqué les organisateurs qui bénéficient de l'appui du Projet PIC.

Savoir que l'événement se déroulera du 31 mars au 2 avril prochain. La séance de présentation de la 5e édition de cette foire a eu lieu ce jeudi dans les locaux du ministère à Tsimbazaza, en présence notamment de Diana Rasoanaivo, directeur du cabinet du ministre du Tourisme et de Darafify Ralaivao directeur exécutif de l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM).

Selon le ministère en charge du Tourisme, initiateur de l'événement, plusieurs manifestations de premier plan marqueront ce nouveau rendez-vous touristique. Parmi celles-ci, notons la tenue de l'atelier des guides touristiques, en collaboration avec la Fédération Nationale des Guides (FNG), qui se tiendra durant trois jours et focalisé sur des thématiques en vue d'améliorer l'environnement du métier de guide touristique.

**Plusieurs désidératas**

Le secteur du tourisme traverse actuellement une passe difficile marquée par la volonté des uns et des autres de relancer la destination mais aussi les divergences quant à la manière d'acter cette reprise, notamment au niveau de la réouverture du ciel. C'est dans ce contexte que le département de tutelle met en application sa feuille de route qui a été présentée aux professionnels de la filière.

« Afin d'assurer la relance du secteur de façon coordonnée, la synergie entre le secteur public et le secteur privé, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, est désormais plus que nécessaire », souligne le ministère dans cette feuille de route qui repose sur sept axes stratégiques. Pour sa part, le secteur privé réuni au sein de la Confédération du Tourisme de Madagascar, a rédigé son plan stratégique de relance du tourisme.

**Suite de l'article**

**Lire aussi : https://www.midi-madagasikara.mg/2022/03/26/vols-internationaux-ouverture-a-dautres-compagnies-aeriennes/**

## Des experts britanniques partagent leur expertise sur les PPP et la gestion des déchets




Une formation de cinq jours sur le Partenariat Public-Privé (PPP) et la Gestion des Déchets, une initiative du ministère de l'Environnement, de la Gestion des Déchets solides et du Changement climatique en collaboration avec le Haut Commissariat britannique à Maurice s'est achevée, vendredi dernier, à Port- Louis. Une quinzaine de participants ont également reçu leur attestation de participation.

Deux experts du Royaume-Uni, à savoir le directeur de projet chez Local Partnerships, M. Niranjan Patel et le directeur adjoint international à l'Autorité des infrastructures et des projets, Her Majesty's Treasury and Cabinet Office, M. Javier Encinas, ont animé la formation.

Dans une déclaration au Service d'information du gouvernement, la secrétaire permanente du ministère, Mme Sewah Doorgakant, a indiqué que l'atelier a été organisé suite à la mission du Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth, à Glasgow au Royaume-Uni, pour la 26e réunion des Nations Unies sur le changement climatique, la Conférence des Parties par laquelle une assistance technique a été sollicitée auprès du gouvernement britannique pour soutenir les efforts de Maurice en matière de gestion durable des déchets.

"Dans le cadre de la division de la gestion des déchets solides, nous avons cinq stations de transfert et une décharge principale qui ont jusqu'à présent été gérées selon des modes conventionnels", a-t-elle déclaré tout en soulignant que le système de gestion actuel n'est ni écologiquement ni économiquement durable. Compte tenu des conditions économiques actuelles, le modèle PPP a été retenu pour les projets de mise en œuvre, a-t-elle déclaré. **Suite de l'article**

# Le taux de déforestation reste élevé à Madagascar

Mandimbisoa R.

Le taux de déforestation dans les zones non protégées ou à vocation productif est nettement plus élevé que dans les aires protégées ou zones prioritaires de conservation (2,5% contre 0,4 à 0,5%) à Madagascar. Ces informations ont été révélées lors de l'Assise nationale sur l'exploitation des produits forestiers ligneux hier, au Carlton à Anosy.

Un autre constat plus regrettable de la situation actuelle : l'administration forestière ne peut plus assumer convenablement ses prérogatives régaliennes à cause du manque des ressources financières pour garantir le contrôle forestier financé généralement par les fonds constitués avec les redevances d'exploitation forestière formelle.

Face à ces nombreux problèmes, le ministère de l'Environnement et du Développement durable et les partenaires veut à tout prix améliorer d'une manière urgente en intégrant toutes les parties prenantes au niveau national, régional et local conformément aux objectifs d'émergence de l'Etat, relatif à la gestion durable des ressources naturelles.

« Les efforts consistent au maintien du potentiel productif des ressources naturelles qui demeurent pour le moment la principale source de moyens d'existence de la plupart de la population rurale. D'où le besoin de trouver une autre stratégie de gestion adapté au contexte socio-économique de la population locale voir même nationale », indique le ministère de l'Environnement. L'organisation de cette assise nationale fait partie des différentes étapes pour améliorer cette situation et d'appuyer l'exploitation durable des ressources forestières de l'île.
« L'objectif global est d'identifier les orientations nationales en vue d'un approvisionnement durable des produits forestiers ligneux et sécurisant pour tous les opérateurs économiques légaux », explique le ministère de l'Environnement et du Développement durable. **Suite de l'article**

# Nettoyage du Cap La Houssaye : " La mer c'est l'environnement qu'on aime, la voir aussi polluer, ça fait mal au coeur"

Mathieu Saintomer

Ce dimanche 27 mars, une opération de nettoyage en apnée des fonds marins avait lieu au Cap La Houssaye. L'événement était organisé par la fondation project Rescue Océan, une trentaine d'apnéistes se sont mobilisés pour cette action environnementale.

## Opération nettoyage au cap la Houssaye

Ce dimanche, une trentaine de bénévoles se sont réunis sur le site du **cap la Houssaye** à **Saint-Paul**. Ils ont répondu à l'appel de la fondation Rescue Océan. L'objectif était de ramasser un maximum de déchet dans les fonds marins. L'opération s'est déroulée dans la joie et la bonne humeur.

"Cela créé une synergie, il y a plein de gens, cela créé une ambiance et motive. Tu n'es pas tout seul dans ton coin à ramasser des déchets et deux minutes après les retrouver au même endroit", témoigne un bénévole.

## Ramasser les plus de déchets

Les bénévoles se sont activés afin de ramasser le plus de déchets plastiques et fils de pêches pour nettoyer la zone. La mer est encore trop souvent victime de l'incivisme de certains usagers. Ces déchets ont un impact considérable sur la faune, la flore et même la qualité de l'eau. Un constat que déplorent les amoureux du site.

"C'est un endroit qu'on fréquente régulièrement. Cela nous paraissait normal de venir et de prêter main-forte au nettoyage de l'endroit. On pourra continuer à profiter de ce site magnifique", confie un bénévole.

"*S'il n'y avait pas de déchets en mer, on n'aurait pas besoin de les nettoyer et ce serait mieux. La mer c'est l'environnement qu'on aime, c'est là ou l'on va passer du bon temps, la voir aussi polluer ça fait mal au coeur*", témoigne une autre bénévole.

Plus de 80% des déchets marins proviennent des activités terrestres. Pour lutter contre la pollution des océans, le plus efficace reste de ne rien jeter dans la nature.

La Gazette des Comores

SOCIÉTÉ

# Dimakom, la plateforme numérique dédiée à l'agriculture est lancée

***Dimakom est une plateforme numérique nationale regroupant les agriculteurs comoriens. Le lancement technique est fait sur l'ensemble du territoire national lundi dernier. Les agriculteurs de Mohéli y ont assisté par vidéoconférence à la salle multifonctionnelle de Fomboni.***



Une plateforme numérique dédiée à l'agriculture est créée en 2020 sous financement de l'Agence nationale pour le développement de numérique ANADEN, avec la supervision des prestataires originaires de Mohéli et de Bandasamlini à la Grande Comore. Après avoir soumis un projet d'intensification et de diversification des produits agricoles auprès de l'ANADEN, place au lancement technique de cette plateforme numérique agricole dont la mise sur le marché s'est déroulée lundi dernier sur l'ensemble du territoire national. À Mohéli, plusieurs agriculteurs et membres de cette plateforme ont suivi ce lancement par vidéo conférence à la salle multifonctionnelle de Fomboni.

Selon leur chargé de communication, l'objectif de Dimakom c'est de vendre les produits agricoles en suivant l'évolution numérique dans laquelle la technologie occupe une large gamme en ce 21ème siècle. « Avec l'internet on lance la recherche sur Dimakom.km et on trouve presque tous les produits. C'est facile de faire sa commande et nous assurons la livraison » explique Mohamed Abdallah Massound, connu sous le pseudonyme de Blesse, le chargé de communication.

Dimakom ne se focalise pas seulement sur la vente des produits agricoles. Elle aide aussi les agriculteurs à se mettre debout. « Si un agriculteur n'arrive pas à entretenir efficacement son champ ou s'il a un manque de semences pour assurer sa production, nous intervenons en lui donnant de quoi planter. Dans ce cas un technicien agricole est mis à sa disposition pour accompagner cet agriculteur » rassure Blesse. Selon lui, la mission principale de Dimacom c'est de faciliter l'accès de la population aux produits agricoles, mais aussi de faire en sorte que le cultivateur ne rencontre pas de problème pour écouler ses produits vivriers.

Le constat est que la plupart des agriculteurs à Mohéli travaillent juste pour satisfaire leurs besoins alimentaires, mais pas à des fins commerciaux. C'est dans ce sens que les techniciens agricoles lancent un appel à la population locale à cultiver pour la commercialisation vu que le sol à Mohéli est réputé très fertile.

**Riwad**

**Nur**

**Police**
Moroni:
Fombor
Mutsam
**Gendarmé**
Moroni:
Fombor
Mutsam
**Immigrati**
Ngazidj
Anjouar
Moheli:
**Aéroport**
Hahaya:
Ouani:
Moheli:
**Port marit**
Moroni:
Moheli
Anjouar
**Hopitaux**
Moroni:
Fombor
Mutsam
**Banques**
BIC: 77
Eximba
Banque
SNPSF:
Meck: 7
**MAMWE**
Moroni
Mutsam
Fombor